



Ville de Marseille - Mairie de Marseille

DGAVDE-DRPDGAVDE-SRPMDPJDECV (41603)

Règlement de consultation

**Création d'une grande aire de jeux paysagée
- Place Caire - 12ème arrondissement
(3 lots)**

Numéro de la consultation : 2020_41603_0018

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Date de notification :

Sommaire

Article 1 - GENERALITES.....	4
1.1 Objet et description de la consultation.....	4
1.2 Nature.....	4
1.3 Pouvoir adjudicateur.....	4
1.4 Procédure.....	4
Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	5
2.1 Décomposition en lots, tranches et postes.....	5
2.1.1 Décomposition en lots.....	5
2.1.2 Décomposition en tranches.....	6
2.1.3 Décomposition en postes.....	6
2.2 Accord-cadre à bons de commande.....	6
2.3 Durée - Délais.....	6
2.4 Options.....	7
2.5 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	7
2.6 Groupements d'opérateurs économiques.....	7
2.7 Conditions relatives au marché.....	7
2.7.1 Cautionnement et garanties exigées.....	7
2.7.2 Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	8
Article 4 - ELEMENTS EXIGES DU CANDIDAT.....	8
4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures.....	9
4.2 Eléments exigés au titre de l'offre.....	13
4.2.1 Présentation des offres.....	13
4.2.2 Présentation de variantes.....	13
4.3 Visite sur site.....	13
Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS.....	13
5.1 Remise électronique.....	13
5.2 Copie de sauvegarde.....	14
5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits.....	14
5.4 Date et heure limites de remise des plis.....	14
5.5 Délai de validité des offres.....	14
Article 6 - EXAMEN DES PLIS.....	15

6.1 Examen des candidatures.....	15
6.2 Jugement des offres.....	15
Article 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S).....	20
Article 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION.....	21
8.1 Règles liées aux échanges électroniques.....	21
8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation.....	21

Article 1 - GENERALITES

1.1 Objet et description de la consultation

Située dans le 12ème arrondissement, à la sortie du métro Saint Barnabé, la place Caire (1400 m²) est fortement dégradée. Ce petit espace public occupé par une aire de jeux est cependant fréquemment utilisée par de jeunes enfants accompagnés de leurs parents et constitue donc une pièce urbaine maîtresse de ce noyau villageois.

Les travaux consistent à aménager la place Caire afin que cet espace public gagne en multifonctionnalité, en installant des jeux d'agilité appréciés par les 6-12 ans et retrouve des espaces ombragés, pour former un écrin végétal profitable à l'effet de fraîcheur.

Pour réussir à apporter de l'ombre sur cette place, le projet propose :

- de replanter des arbres d'ombrage dont le système racinaire reste surfacique, compte tenu du fait qu'en souterrain circule le métro,
- d'implanter une pergola sur laquelle des plantes grimpantes odorantes se cramponnent,
- replanter l'ensemble des massifs en lisière de cet espace public d'arbres tige, d'arbustes à fleurs et d'arbustes intermédiaires, spécifiquement adaptés en milieu urbain.

Ainsi les prestations se diviseront en 3 lots :

Lot 1 "VRD ET TRAVAUX PAYSAGERS"

(revêtement - mobiliers - maçonneries – éclairage)

Lot 2 "AIRE DE JEUX"

(Jeux pour enfants et sols souples)

Lot 3 "PLANTATIONS ET ARROSAGE"

1.2 Nature

Passation d'un marché de : Travaux

1.3 Pouvoir adjudicateur

Acheteur public :

Ville de Marseille

Hôtel de Ville

Quai du Port

13233 Marseille Cedex 20

Profil acheteur : marchespublics.mairie-marseille.fr

Adresse Internet : www.marseille.fr

1.4 Procédure

La procédure de passation est la suivante : APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

Article 2 - CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1 Décomposition en lots, tranches et postes

2.1.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	VRD - TRAVAUX PAYSAGERS
2	AIRE DE JEUX
3	PLANTATIONS ET ARROSAGE

2.1.2 Décomposition en tranches

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

2.1.3 Décomposition en postes

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

2.2 Accord-cadre à bons de commande

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

2.3 Durée - Délais

La durée du marché se définit comme suit :

- Pour le lot 1 (VRD et Travaux-Paysagers) et 2 (Aires de jeux) :

La durée du marché démarre à compter de sa notification et cours jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (G.P.A.).

- Pour le lot 3 (plantation et arrosage) :

La durée du marché démarre à compter de sa notification et court jusqu'à la fin des travaux de parachèvement.

Délai d'exécution :

- Pour le lot 1 : VRD et Travaux Paysagers

Le délai d'exécution des travaux en co-activité, est de 8 mois de travaux dont 2 mois de période de préparation. Il débute à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

- Pour le lot 2 : Aires de jeux

Le délai d'exécution des travaux en co-activité, est de 8 mois de travaux dont 2 mois de période de préparation. Il débute à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

- Pour le lot 3 : Plantation et arrosage

Le lot 3 comprend deux délais d'exécution qui sont décrits ci-dessous :

- Le délai d'exécution des travaux en co-activité, est de 8 mois de travaux dont 2 mois de période de préparation. Il débute à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

- Un délai d'exécution des travaux de parachèvement d'une durée de 12 mois. Il débute à la date indiquée par l'ordre de service de démarrage des travaux de parachèvement.

2.4 Options

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

La présente consultation n'impose pas de prestations supplémentaires éventuelles.

2.5 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

2.6 Groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Ils ne peuvent modifier la composition de leur groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. L'entreprise mandataire d'un groupement ne pourra représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Forme juridique que devra revêtir le groupement attributaire :

Aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, n'est exigée après attribution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

2.7 Conditions relatives au marché

2.7.1 Cautionnement et garanties exigées

Retenue de garantie : 5 % de la valeur du marché.

Garantie autre que les cautionnements et caution : retenue de garantie dans les conditions prévues aux articles R2191-32 à 42 du Code de la commande publique.

2.7.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Le marché est financé par ressources budgétaires propres.

Les règlements seront effectués par virement bancaire dans un délai de 30 jours.

La référence du ou des comptes bancaires où les paiements devront être effectués, doit être précisée dans l'acte d'engagement.

Le marché est à prix global et forfaitaire.

Le marché est conclu à prix fermes et actualisables.

Article 3 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : marchespublics.mairie-marseille.fr

Il ne sera transmis aucun DCE sur support physique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 (sept)** jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'administration, du dossier modifié aux personnes ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. En cas de report, par l'administration, de la date limite de remise des plis, c'est en fonction de la nouvelle date fixée que sera calculé le délai susmentionné.

Le DCE comporte les documents suivants :

- le Règlement de la Consultation (RC)
- l'annexe n°1 au RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) Lot 0 – Généralités commun aux 3 lots
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot et ses annexes : pour le lot 1 "Cahier des clauses techniques pour les installations d'éclairage public de la ville de Marseille", "Charte DOE éclairage public"
- Les pièces graphiques
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- Le mémoire technique - cadre de réponse **pour chacun des lots**
- l'Acte d'Engagement (AE) - cadre de réponse **pour chacun des lots**
- la Décomposition du Prix Global et forfaitaire (DPGF) cadre de réponse **pour chacun des lots**
- le formulaire de lettre de candidature DC1 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- le formulaire de déclaration de candidature DC2 (établi par le MINEFE, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)
- La "Charte de Chantier Vert Durable Marseille"

Article 4 - ELEMENTS EXIGES DU CANDIDAT

Tous les documents, pièces et attestations remis au titre de la candidature ou de l'offre par le candidat sont établis en langue française et exprimées en EURO. A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

4.1 Renseignements et documents demandés à l'appui des candidatures

Pour présenter leur candidature, le(s) candidat(s) peuvent utiliser soit :

- les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ;
- le DUME (Document Unique de Marché Européen).

Les informations concernant ces supports sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC relative au Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces décrites ci-après.

1° - Renseignements concernant la situation juridique du candidat

Lettre de candidature dûment remplie et comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à 11 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet justifiant que le candidat a bien été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

2° - Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Les entreprises nouvellement créées ne pouvant produire les chiffres d'affaires des trois derniers exercices devront fournir :

- une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises (pour vérifier la date de création de l'entreprise),
- le montant de leur capital social (pour justifier de leurs capacités économiques et financières).

3° - Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années: organigramme de l'entreprise

- Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années indiquant la nature, le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux.

- Certificat(s) de qualifications professionnelles :

Lot 1 : VRD ET TRAVAUX PAYSAGERS

QUALIPAYSAGE – AMENAGEMENTS PAYSAGERS STATUT SPECIALISE N° 01BIS OU EQUIVALENT

Le candidat qui ne dispose pas de la qualification requise doit, pour permettre d'établir sa compétence pour l'exécution du marché, fournir les éléments demandés ci-dessous :

- **1 - références documentées** (nature des travaux effectués – année de réalisation – indication du destinataire – montant des travaux) sur au moins 5 des domaines de compétences suivants, dont obligatoirement les travaux d'engazonnement ainsi que ceux de plantation sur au moins 2 attestations :

- Les travaux d'implantation sur le terrain à partir du plan projet,
- Les terrassements courants pour mise en forme du terrain,
- La mise en oeuvre de terre végétale et/ou stockage des terres fertiles,
- Les travaux de valorisation, d'amélioration et reconstitution de sols supports de paysage,
- Les travaux de préparation du sol, engazonnement ou réalisation de prairies, amendements,
- Les travaux de préparation du sol et plantations d'arbres et/ou de massifs,
- La préparation des fonds de forme des circulations et/ou petites voiries et/ou la mise en oeuvre des couches de fondation,
- Les travaux de collecte des eaux de ruissellement par infiltration, noues, drainages et/ou travaux d'assainissement conventionnel,
- Les travaux de petites voiries paysagères (allées gravillonnées, dallages, pavages, platelages bois...) et de maçonnerie paysagère,
- Les travaux de mise en oeuvre d'équipements (pergolas, bassins paysagers, mobiliers, clôtures...).

Le montant des attestations devra atteindre 300 000 € HT sur 4 attestations ou 400 000 € HT sur de plus nombreuses attestations dans la limite de 8 attestations, toutes datées de moins de 4 ans.

Des photos des chantiers seront jointes aux attestations de travaux pour une meilleure compréhension et appréciation des travaux.

- **2 - Le curriculum vitae du dirigeant et d'au moins un cadre** (ou a minima un TAM 4 pour les entreprises de moins de 20 salariés) faisant clairement apparaître les années d'expérience dans la profession ainsi que les diplômes obtenus ; charge au candidat de fournir les documents nécessaires (diplômes, certificat de travail).

- *Il sera obligatoirement requis, a minima, un BTS aménagements paysagers et 2 années d'expérience dans le métier.*

- *Ou pour tout autre diplôme de niveau 5 ne s'inscrivant pas dans la filière des métiers du paysage, 5 années minimum à un poste de cadre (chef d'équipe TAM 4 minimum) seront exigées.*

- *Ou à défaut il sera requis une expérience minimum de 7 années à un poste de cadre dans un établissement privé ou public, acteur dans le métier des travaux du paysage.*

- **3 - L'entreprise doit disposer de moyens humains suffisants d'étude et d'exécution** en toute autonomie (effectif supérieur à 8 salariés affectés aux travaux neufs en plus du chef d'entreprise et du (ou des) cadre(s) pour lui permettre l'aménagement ou la transformation d'aménagements paysagers sur plusieurs chantiers simultanément.

Les travaux doivent être réalisés avec le propre personnel de l'entreprise et peuvent l'être avec le matériel en sa possession ou loué.

- **4 - Un ratio d'un chef d'équipe** (05, 06 ou TAM 1 à 4) par tranche de 2 à 6 salariés maximum opérationnels sur chantier (chef d'équipe compris).

- **5 - Pour au moins 2 membres du personnel**, l'autorisation AIPR encadrant (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)

Lot 2 : AIRE DE JEUX

QUALISPORT 700 : AMENAGEMENT / INSTALLATION AIRES DE JEUX OU EQUIVALENT

Le candidat qui ne dispose pas de la qualification requise doit, pour permettre d'établir sa compétence pour l'exécution du marché, fournir les éléments demandés ci-dessous :

- **1 - Références et attestations de travaux.** L'entreprise doit produire 3 attestations (ou certificats de capacité) signées par le maître d'ouvrage (public et/ou privé) ou le Maître d'œuvre (architecte, bureau d'études) de l'opération, pour justifier par ses propres références qu'elle a la capacité de mise en œuvre pour l'ensemble des phases nécessaires à la réalisation et la pose d'aires collectives destinées à être utilisées par des enfants. Les attestations ou certificats de capacité présentés seront valables pendant 2 années (le temps d'un cycle de qualification) et ne devront concerner que des opérations (chantiers) achevées il y a moins de 2 ans au moment du dépôt du dossier. En complément l'entreprise mentionnera la surface, un descriptif ou une facture, et des photos de l'opération,

- **2 - Compétences, savoir-faire.** L'entreprise doit disposer d'un personnel d'encadrement, d'exécution et de coordination de travaux. Les moyens d'exécution internes ou externes comprennent au moins un technicien ayant 1 an d'expérience. Cette personne peut être le chef d'entreprise.

Lot 3 : PLANTATIONS ET ARROSAGE

QUALIPAYSAGE AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS STATUT CONFIRME N°01 OU EQUIVALENT

Le candidat qui ne dispose pas de la qualification requise doit, pour permettre d'établir sa compétence pour l'exécution du marché, fournir les éléments demandés ci-dessous :

- **1 - références documentées** (nature des travaux effectués – année de réalisation – indication du destinataire – montant des travaux) sur au moins 4 des domaines de compétences suivants, dont obligatoirement les travaux d'engazonnement ainsi que ceux de plantation sur au moins 2 attestations :

- Les terrassements courants pour mise en forme du terrain,
- La mise en œuvre de terre végétale et/ou stockage des terres ou substrats fertiles,

- Les travaux de préparation du sol, engazonnement ou réalisation de prairies, amendements,
- Les travaux de préparation du sol et plantations d'arbres et/ou de massifs,
- Les travaux de petites voiries paysagères (allées gravillonnées, dallages, pavages, platelages bois...) et de maçonnerie paysagère,
- Les travaux de mise en oeuvre d'équipements (pergolas, bassins paysagers, mobiliers, clôtures...).

Le montant des attestations devra atteindre 80 000 € HT sur 4 attestations ou 120 000 € HT sur de plus nombreuses attestations dans la limite de 8 attestations, toutes datées de moins de 4 ans.

Des photos des chantiers seront jointes aux attestations de travaux pour une meilleure compréhension et appréciation des travaux.

- 2 - Le curriculum vitae du dirigeant faisant clairement apparaître les années d'expérience dans la profession ainsi que les diplômes obtenus ; charge au candidat de fournir les documents nécessaires (diplômes, certificat de travail).

- Il sera obligatoirement requis, a minima, un BTA (BAC PRO) aménagements paysagers et 2 années d'expérience dans le métier.

- Ou pour tout autre diplôme de niveau 4 ne s'inscrivant pas dans la filière des métiers du paysage, 5 années minimum à un poste de cadre (chef d'équipe TAM 1 minimum) seront exigées.

- Ou à défaut il sera requis une expérience minimum de 7 années à un poste de cadre dans un établissement privé ou public, acteur dans le métier des travaux du paysage.

- 3 - Les travaux doivent être réalisés avec le propre personnel de l'entreprise et peuvent l'être avec le matériel en sa possession ou loué.

- 4 - Un ratio d'un chef d'équipe (05, 06 ou TAM 1 à 4) par tranche de 2 à 6 salariés maximum opérationnels sur chantier (chef d'équipe compris)

- 5 - Pour au moins 1 membre du personnel, l'autorisation AIPR encadrant (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)

Toutefois, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Précisions complémentaires :

Lorsque le candidat se présente sous la forme d'un groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces et documents mentionnés ci-dessus (DC2 et annexes ou DUME).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il doit les mentionner dans son formulaire DC2 (rubrique G) et produire, pour chacun d'eux, les mêmes documents que ceux qui sont exigés de lui pour justifier de ses capacités, ainsi qu'un engagement écrit de chacun d'eux justifiant que le titulaire dispose de leurs capacités pour l'exécution des prestations. En cas de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4), la signature électronique est facultative à ce stade.

4.2 Éléments exigés au titre de l'offre

4.2.1 Présentation des offres

L'offre du candidat comporte les pièces ou documents suivants :

- un **Acte d'Engagement**, dûment complété, concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner.

Rappel : La signature de l'AE n'est que facultative au moment du dépôt de l'offre, mais sera exigée pour l'attributaire.

- le mémoire technique du candidat concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner

- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner

4.2.2 Présentation de variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à proposer des variantes de leur propre initiative.

4.3 Visite sur site

Il n'est pas prévu de visite sur site.

Article 5 - REMISE DES PLIS PAR LES CANDIDATS

5.1 Remise électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique sur son profil acheteur marchespublics.mairie-marseille.fr. La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire transmet son pli en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis. Ainsi, toute modification ou tout complément du soumissionnaire en cours de consultation doit donner lieu à la transmission de l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Les modalités relatives à la réponse par voie électronique sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

5.2 Copie de sauvegarde

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier.
Cette copie de sauvegarde devra comporter l'intégralité des éléments exigés au Règlement de consultation.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat, l'objet et le numéro de la consultation concernée.

Les dossiers des candidats sont transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité.

ENVOI POSTAL :

En cas d'envoi postal, les plis doivent être adressés à l'adresse suivante :

Ville de Marseille

Direction des marchés et procédures d'achats publics (DGAAJ)

39 Bis, Rue Sainte

13233 MARSEILLE Cedex 20

REMISE CONTRE RECEPISSE :

Les plis peuvent être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

Direction des marchés et procédures d'achats publics (DGAAJ)

(anciennement Service des marchés publics - DSJ)

Passage Timon David, rue Sainte (1er arrondissement)

13001 Marseille

Horaires de réception des plis : du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, hors jours fériés et chômés.

5.3 Echantillons, maquettes, prototypes ou modèles réduits

Sans objet

5.4 Date et heure limites de remise des plis

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence, qui valent également pour la transmission des « copies de sauvegarde » des candidats.

5.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 6 - EXAMEN DES PLIS

La présentation telle qu'exposée ci-après ne préjuge en rien de l'ordre dans lequel l'acheteur procèdera à l'examen des plis. Ainsi, celui-ci peut, en cas de procédure ouverte, décider d'examiner les offres avant les candidatures.

6.1 Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen de la ou des candidature(s), s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander au(x) candidat(s) concerné(s) de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des renseignements et documents demandés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En ce qui concerne les capacités professionnelles et techniques, l'acheteur exige les niveaux minimaux suivants :

Pour le lot 1 : QUALIPAYSAGE – AMENAGEMENTS PAYSAGERS STATUT SPECIALISE N° 01BIS OU EQUIVALENT

Pour le lot 2 : QUALISPORT 700 : AMENAGEMENT / INSTALLATION AIRES DE JEUX OU EQUIVALENT

Pour le lot 3 : QUALIPAYSAGE AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS STATUT CONFIRME N°01 OU EQUIVALENT

Exclusions à l'appréciation de l'acheteur

Le Code de la Commande Publique prévoit différents cas d'exclusion laissés à l'appréciation de la Collectivité, et notamment :

- En application de **l'article L2141-8 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques dont la candidature crée une distorsion de la concurrence et ne permet pas de faire respecter le principe d'égalité de traitement des candidats, notamment à cause de leur participation à la préparation de la présente procédure ou par la détention d'informations susceptibles de leur donner un avantage concurrentiel.

- De même, en application de **l'article L2141-10 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur peut exclure de la présente procédure, les opérateurs économiques qui créent une situation de conflit d'intérêts, telle que définie dans ce même article.

Toutefois, et conformément à l'article L2141-11 du code de la commande publique, si une exclusion est envisagée, l'opérateur économique pourra présenter des observations tendant à informer des mesures prises pour corriger les éventuels manquements ou justifier que sa participation ne porte pas atteinte à l'égalité de traitement.

6.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Pour le lot n° 1, le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :

- 1°) Prix de l'offre **60 %**
- 2°) Valeur technique de l'offre **40 %**

Modalités de mise en oeuvre de ces critères :

1°) Prix de l'offre

Le prix de l'offre sera analysé sur la base de celui figurant dans l'acte d'engagement. Ce dernier devra être identique à celui figurant dans la DPGF. En cas de discordance entre ces deux montants, le montant indiqué dans l'acte d'engagement prévaudra.

La note maximum est de **60** points.

Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = 60 \times P(m)/P(i)$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

2°) Valeur technique de l'offre

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction des sous-critères pondérés.

Le candidat est invité à remplir le cadre du mémoire technique joint au dossier de consultation, il peut également fournir au autre document, mais dont le contenu devra comporter les éléments nécessaires à l'analyse.

En cas de réponse sur un document annexe, il est exigé que le candidat, pour chaque élément de réponse, indique la page et la référence de son document dans le cadre fourni.

Sous-critère 1 : Adéquation des moyens humains spécifiquement affectés à la bonne exécution du marché : **20** points maximum

Le candidat doit fournir la composition de l'équipe affectée aux travaux avec l'indication des qualifications du personnel ainsi que la nature des prestations de ce personnel sur l'opération.

Le candidat doit fournir le CV du conducteur de travaux et du chef de chantier affectés à l'opération. Leur CV respectif doit renseigner au minimum leurs titres d'études et leurs expériences professionnelles.

Il devra être fourni respectivement pour le conducteur de travaux et le chef de chantier, au minimum un exemple d'opération similaire au réaménagement de la place Caire avec description des travaux et montant.

Sous-critère 2 : Pertinence de la gestion des interfaces avec les lots 2 et 3 pour la bonne exécution des travaux de ce marché : **20** points maximum.

Afin de garantir le bon ordonnancement des travaux entre les lots, le candidat précisera dans une note méthodologique la gestion des interfaces avec les lots 2 et 3. Après avoir identifié les interfaces, le candidat fera ressortir la nature des travaux et leur mode d'exécution, en cohérence avec le calendrier prévisionnel des travaux.

Le total des points relatif à la valeur technique constituera la valeur technique (VT) du candidat, le maximum pouvant être de **40** points.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constituera la valeur technique VT (i) du candidat.

Après élimination éventuelle des offres irrégulières ou inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT(i) = 40 * (VTI(i)/VTI(m))$$

Dans laquelle :

VT(i) est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i) ;

VTI (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat (i) ;

VTI (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure offre.

Evaluation finale :

Les offres sont classées suivant la valeur de la note N correspondant à la note définitive.

L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

$$N(\text{note définitive}) = N(i) + VT(i)$$

Pour le lot n° 2, le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :

1°) Prix de l'offre **60 %**

2°) Valeur technique de l'offre **40 %**

Modalités de mise en oeuvre de ces critères :

1°) Prix de l'offre

Le prix de l'offre sera analysé sur la base de celui figurant dans l'acte d'engagement. Ce dernier devra être identique à celui figurant dans la DPGF. En cas de discordance entre ces deux montants, le montant indiqué dans l'acte d'engagement prévaudra.

La note maximum est de **60** points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = 60 \times P(m)/P(i)$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

2°) Valeur technique de l'offre

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction des sous-critères pondérés.

Le candidat est invité à remplir le cadre du mémoire technique joint au dossier de consultation, il peut également fournir au autre document, mais dont le contenu devra comporter les éléments nécessaires à l'analyse.

En cas de réponse sur un document annexe, il est exigé que le candidat, pour chaque élément de réponse, indique la page et la référence de son document dans le cadre fourni.

Sous-critère 1 : Adéquation des moyens humains spécifiquement affectés à la bonne exécution du marché : **20** points maximum

Le candidat doit fournir la composition de l'équipe affectée aux travaux avec l'indication des qualifications du personnel ainsi que la nature des prestations de ce personnel sur l'opération.

Le candidat doit fournir le CV du conducteur de travaux et du chef de chantier affectés à l'opération. Leur CV respectif doit renseigner au minimum leurs titres d'études et leurs expériences professionnelles.

Il devra être fourni respectivement pour le conducteur de travaux et le chef de chantier, au minimum un exemple d'opération similaire au réaménagement de la place Caire avec description des travaux et montant.

Sous-critère 2 : Méthodologie de mise en oeuvre de l'aire de jeux : **20** points maximum.

Le candidat annexe au mémoire technique les fiches techniques de chacun des jeux pour enfants envisagés dans le cadre du projet. L'évaluation se fera sur la méthodologie de pose de l'aire de jeux et du sol souple en interface avec l'entreprise du lot 1.

Le total des points relatif à la valeur technique constituera la valeur technique (VT) du candidat, le maximum pouvant être de **40** points.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constituera la valeur technique VT (i) du candidat.

Après élimination éventuelle des offres irrégulières ou inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT(i) = 40 * (VTI(i)/VTI(m))$$

Dans laquelle :

VT(i) est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i) ;

VTI (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat (i) ;

VTI (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure offre.

Evaluation finale :

Les offres sont classées suivant la valeur de la note N correspondant à la note définitive.

L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

$$N(\text{note définitive}) = N(i) + VT(i)$$

Pour le lot n° 3, le jugement des offres sera effectué sur les critères pondérés suivants :

1°) Prix de l'offre **60** %

2°) Valeur technique de l'offre **40** %

Modalités de mise en oeuvre de ces critères :

1°) Prix de l'offre

Le prix de l'offre sera analysé sur la base de celui figurant dans l'acte d'engagement. Ce dernier devra être identique à celui figurant dans la DPGF. En cas de discordance entre ces deux montants, le montant indiqué dans l'acte d'engagement prévaudra.

La note maximum est de **60** points. Après élimination des offres anormalement basses, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$N(i) = 60 \times P(m)/P(i)$$

Dans laquelle :

N(i) est la note attribuée à l'offre de prix du candidat (i)

P(i) est le prix de l'offre du candidat

P(m) est le prix de l'offre la moins-disante.

2°) Valeur technique de l'offre

Le critère valeur technique sera apprécié au regard du mémoire technique en fonction des sous-critères pondérés.

Le candidat est invité à remplir le cadre du mémoire technique joint au dossier de consultation, il peut également fournir au autre document, mais dont le contenu devra comporter les éléments nécessaires à l'analyse.

En cas de réponse sur un document annexe, il est exigé que le candidat, pour chaque élément de réponse, indique la page et la référence de son document dans le cadre fourni.

Sous-critère 1 : Adéquation des moyens humains spécifiquement affectés à la bonne exécution du marché : **20** points maximum

Le candidat doit fournir la composition de l'équipe affectée aux travaux avec l'indication des qualifications du personnel ainsi que la nature des prestations de ce personnel sur l'opération.

Le candidat doit fournir le CV du conducteur de travaux et du chef de chantier affectés à l'opération. Leur CV respectif doit renseigner au minimum leurs titres d'études et leurs expériences professionnelles.

Il devra être fourni respectivement pour le conducteur de travaux et le chef de chantier, au minimum un exemple d'opération similaire au réaménagement de la place Caire avec description des travaux et montant.

Sous-critère 2 : Pertinence et qualité de l'approvisionnement des arbustes : **20** points maximum.

Le candidat précisera la provenance des végétaux (pépinière) afin d'appréhender l'intérêt génotypique. L'intérêt étant que les plantes fournies par l'entrepreneur disposent d'un matériel génétique proche des groupements végétaux des collines provençales. L'aire de répartition de la chenaie verte méditerranéenne (à *Quercus ilex*) est prise comme référence. Aussi, le candidat fournira pour 3 espèces plantées dans les massifs (*Bupleurum fruticosum*, *rosa canina*, *dorycnium hirsutum*), le nom du ou des pépiniéristes et les modalités de culture des plantes citées ci-dessus.

Le total des points relatif à la valeur technique constituera la valeur technique (VT) du candidat, le maximum pouvant être de **40** points.

Le total des points attribués à chaque sous-critère, constituera la valeur technique VT (i) du candidat.

Après élimination éventuelle des offres irrégulières ou inappropriées, la notation de l'offre du candidat (i) sera effectuée à l'aide de la formule suivante :

$$VT(i) = 40 \times (VTI(i)/VTI(m))$$

Dans laquelle :

VT(i) est la note finale attribuée à la valeur technique du candidat (i) ;
VTI (i) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat (i) ;
VTI (m) est la valeur technique initiale obtenue par le candidat ayant la meilleure offre.

Evaluation finale :

Les offres sont classées suivant la valeur de la note N correspondant à la note définitive.
L'entreprise classée première est celle ayant la note la plus élevée.

$N(\text{note définitive}) = N(i) + VT(i)$

Analyse du prix de l'offre :

Les offres doivent obligatoirement être libellées en euros.

Prix global et forfaitaire :

Les quantités figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ne sont pas contractuelles et sont données à titre indicatif. Il est rappelé que, compte tenu du caractère forfaitaire du marché, il appartient au candidat de vérifier les quantités estimées par le pouvoir adjudicateur. Les divergences qui pourraient être constatées à l'exécution entre les quantités figurant à la DPGF et les quantités réellement exécutées ne pourront donner lieu à aucune modification d'engagement, ni à aucun recours envers le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation.

Article 7 - PIECES A REMETTRE PAR LE(S) CANDIDAT(S) RETENU(S)

Il sera demandé au candidat retenu de fournir les certificats et attestations des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. Il lui sera également demandé de fournir, si l'offre remise n'a pas été signée, l'acte d'engagement, dans sa dernière version, revêtu d'une signature électronique.

Tous les documents signés devront l'être par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné des documents relatifs aux pouvoirs, avec indication du nom et de la qualité du signataire. Cette personne devra être titulaire d'un certificat électronique conforme au niveau de sécurité ** du R.G.S. (en cours de validité) ou d'un certificat qualifié, conforme au règlement e-IDAS du 23 juillet 2014.

Dans le cas où la Ville de Marseille serait dans l'impossibilité de signer électroniquement l'acte d'engagement, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique dûment habilitée procède à la signature manuscrite des documents qui lui sont demandés (AE, autres pièces éventuelles), sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande du pouvoir adjudicateur sera adressée au mandataire qui devra présenter les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement dans le délai indiqué au présent article.

Le candidat devra fournir ces éléments, à compter de la réception de la demande, dans un délai de : 10 jours. A défaut, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres, conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", les candidats sont invités à y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-6 à 10 du Code de la commande publique. L'interface e-attestations est une solution gratuite de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 8 - MODALITES RELATIVES AUX COMMUNICATIONS ET AUX ECHANGES D'INFORMATION

8.1 Règles liées aux échanges électroniques

Les modalités relatives aux communications et échanges d'informations par voie électronique, ainsi que celles relatives à la candidature et à la signature électronique, sont détaillées dans l'annexe n°1 au présent RC intitulée Guide de la dématérialisation des marchés publics.

Afin de garantir la lecture et l'exploitation des échanges dans le cadre de cette consultation, seuls les formats de fichiers suivants sont acceptés : .odt ; .ods ; .odg ; .doc ; .docx ; .rtf ; .pdf ; .ods ; .xls ; .xlsx ; .rar ; .zip ; .gif ; .jpeg ; .png ; .tif ; .ppt ; .odp ; .dwg ; .dxf.

8.2 Demandes de renseignements en cours de consultation

Les soumissionnaires peuvent déposer des demandes de renseignements complémentaires sous forme de questions, par exemple, et obtenir des réponses à ces questions ou tout autre renseignement via le profil d'acheteur dont l'adresse internet est marchespublics.mairie-marseille.fr

Ces demandes peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur, par écrit, au plus tard **10 (dix)** jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée au plus tard **7 (sept)** jours calendaires avant la date limite de remise des plis, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation.